Caisse de dépôt et placement du Québec

La **Caisse de dépôt et placement du Québec** (**CDPQ**) est un investisseur institutionnel gérant notamment le régime de rentes du Québec et plusieurs autres régimes de retraite et d'assurances publics et parapublics du Québec. Elle a été créée par le gouvernement de Jean Lesage le 15 juillet 1965 par une loi du Parlement du Québec. Il s'agit du deuxième plus important fonds de pension au Canada, après le Régime de pensions du Canada[2]. Au 31 décembre 2021, la CDPQ gère un actif net de 420 milliards de $ CA investi au Canada et à l'étranger[3]. Son siège social est situé à Québec, dans l'Édifice Price et le bureau d'affaires principal est situé à Montréal, dans l'Édifice Jacques-Parizeau.

Caisse de dépôt et placement du Québec

CDPQ

Création	15 juillet 1965
Personnages clés	Jean Lesage Jacques Parizeau André Marier
Siège social	Québec Québec Canada
Direction	Charles Emond (2020-)
Activité	Fonds de pension
Filiales	CDPQ Infra, Ivanhoé Cambridge et CDPQ Financial (d)
Effectif	1 391 (31 décembre 2020)[1]
Site web	cdpq.com (http://www.cdpq.com/)
Fonds propres	▲ 420 milliards $ (31 décembre 2021)

Histoire[4]

Fondation et croissance

La Caisse de dépôt et placement du Québec a été créée le 15 juillet 1965 par la sanction de la *Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec*[5], une loi du Parlement du Québec. Son premier rôle consistait à gérer le fonds du Régime de rentes du Québec, un régime de retraite universel également constitué par le gouvernement québécois.

Dans les années qui suivent, la Caisse se voit confier la gestion des fonds d'autres régimes publics de retraite ou d'assurances : le Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec (1970), le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) (1973); le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) (1973) et le Fonds de la santé et de la sécurité du travail (1973). La Caisse concentre ses premiers investissements dans les obligations, avant de faire son entrée sur le marché boursier canadien (1967). Puis, elle crée son portefeuille de placements privés (1971) en investissant dans des entreprises québécoises. Dès 1974, elle gère le plus grand portefeuille d'actions canadiennes au Canada.

Entre 1975 et 1984, la Caisse adopte de nouvelles orientations d'investissements, en accordant une importance accrue aux actions et en accédant au marché immobilier. Ainsi, elle acquiert son premier immeuble de bureaux, le complexe Place Delta à Sainte-Foy (1980), et ses premières actions cotées sur les marchés boursiers étrangers (1983). En 1984, elle effectue son premier placement privé à l'étranger. En 1978, un autre organisme public, le Fonds d'assurance automobile du Québec, confie la gestion de ses fonds à la Caisse.

En 1989, la Caisse acquiert les actifs immobiliers de la chaîne d'épiceries Steinberg, constitués surtout de centres commerciaux. Elle diversifie également son portefeuille immobilier par des investissements à l'étranger. En 1994, la Caisse commence à gérer les fonds d'une autre institution publique : le Fonds d'amortissement des régimes de retraite. L'actif total sous gestion de la Caisse atteint 28 milliards de dollars en 1986.

En 1996, le groupe immobilier de la Caisse, maintenant Ivanhoé Cambridge, est au premier rang des propriétaires d'immeubles au Québec et au deuxième rang au Canada. L'année suivante, des modifications législatives autorisent l'institution à investir 70 % de son portefeuille en actions, comparativement à une limite de 40 % auparavant. À partir de 2003, la Caisse obtient les meilleures cotes de crédit à court et à long terme des principales agences de notation de crédit : Moody's Investors Service (Moody's), Standard and Poor's (S&P) et Dominion Bond Rating Service (DBRS).

En 2005 et en 2006, la Caisse procède à ses premières acquisitions d'envergure dans les infrastructures en investissant dans des aéroports à l'étranger, notamment l'aéroport Heathrow. L'année suivante, elle acquiert en partenariat la fiducie de placement Legacy Hotels, propriétaire du prestigieux Château Frontenac, à Québec. En 2007 et pour une quatrième année de suite, la Caisse se classe dans le premier quartile des grandes caisses de retraite canadiennes.

En 2017, la Caisse compte plus de 40 déposants et détient un portefeuille diversifié comprenant des titres à revenu fixe, des actions cotées en Bourse, des placements immobiliers et des placements privés. Actionnaire de plus de 4 000 entreprises au Québec, au Canada et à l'étranger, la Caisse est reconnue internationalement comme un investisseur institutionnel de premier plan.

Le siège social de la CDPQ dans l'édifice Price, Québec.

Crise financière de 2008

En 2008, la Caisse a perdu près de 40 milliards de dollars investis dans les PCAA et réalisé la pire performance de son histoire, perdant près du quart de son actif. Pour éviter une liquidation forcée et la cristallisation d'une perte de près de 20 milliards de dollars, le PDG de la Caisse de l'époque, Henri-Paul Rousseau, prend l'initiative d'effectuer une restructuration majeure des PCAA qui sont alors convertis en obligations à long terme[6]. Cette restructuration s'avère une réussite[7]. Cinq ans après la crise, ces pertes avaient presque toutes été effacées[8].

Création de CDPQ Infra

En juin 2015, le gouvernement du Québec adopte la loi 38[9], autorisant la Caisse à créer une filiale responsable de la planification, du financement, de la construction et de l'exploitation de projets d'infrastructures, au Québec et à l'étranger. Le gouvernement soumet deux projets à l'analyse et l'évaluation de CDPQ infra : un système de transport collectif sur le futur pont Champlain ainsi qu'un système de transport collectif entre le centre-ville de Montréal, l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et l'Ouest-de-l'Île.

Le 22 avril 2016, CDPQ Infra a annoncé un projet intégré de transport collectif, le Réseau électrique métropolitain (REM)[10]. Depuis rebaptisé Réseau express métropolitain, le REM propose un réseau de système léger sur rail (SLR) de 67 km automatisé et électrique, qui desservira la Rive-Nord et la Rive-Sud de Montréal, l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau, l'ouest de l'île et le centre-ville de Montréal[11]. Ce projet représente un investissement de l'ordre de 5,5 milliards de dollars, dont CDPQ Infra sera l'investisseur principal, avec une participation à la hauteur de 3 milliards de dollars.

Présidents

- 1966-1973 : Claude Prieur
- 1973-1980 : Marcel Cazavan
- 1980-1990 : Jean Campeau
- 1990-1995 : Jean-Claude Delorme et Guy Savard
- 1995-2002 : Jean-Claude Scraire
- 2002-2008 : Henri-Paul Rousseau
- 2008-2009 : Richard Guay
- 2009-2020 : Michael Sabia
- 2020- : Charles Emond

Mission et indépendance

Le 15 janvier 2005, la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_2/C2.html) a été amendée pour expliciter la mission de l'institution :

> « 4.1 La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital de ses déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec. »

En juin 2015, la loi 38 a également amendé la loi constitutive de la Caisse pour préciser que celle-ci « agit en toute indépendance conformément aux dispositions de la présente loi ».

Organisation

Le conseil d'administration de la Caisse est composé d'au plus 15 membres, dont les deux tiers doivent être indépendants. Il comprend un président, le président et chef de la direction de la Caisse, des représentants des déposants et des membres indépendants. Le conseil d'administration a pour mandat d'établir les grandes orientations de l'organisation et doit s'assurer que celle-ci fonctionne selon les exigences législatives et réglementaires. Le poste de président du conseil d'administration est distinct de celui du président et chef de la direction.

Le gouvernement du Québec nomme les membres du conseil d'administration, après avoir consulté ce dernier. Le conseil d'administration de la Caisse a établi un profil d'expertise et d'expérience requis pour ses administrateurs indépendants[12].

Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs de la Caisse.

Les filiales immobilières Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital employaient 1770 personnes au 31 décembre 2014[13].

Le bâtiment abritant les bureaux de la Caisse à Montréal sera renommé « Édifice Jacques-Parizeau », à la suite du décès de l'ancien ministre des Finances et premier ministre du Québec Jacques Parizeau[14].

Filiales

La Caisse est propriétaire de trois filiales: CDPQ Infra, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital.

CDPQ Infra vise la réalisation de projets majeurs d'infrastructures publiques. Un des grands projets de CDPQ Infra sera le Réseau express métropolitain (REM) dans la grande région de Montréal.

Ivanhoé Cambridge est la filiale immobilière de la Caisse. Elle vise à investir dans des actifs immobiliers de bureaux, centres commerciaux et multirésidentiels. Les grands projets d'Ivanhoé Cambridge inclus CIBC Square à Toronto et DUO à Paris.

Otéra Capital évolue dans le marché du prêt sur bilan en dette immobilière commerciale au Canada.

Le siège social de chacune des filiales se situe à Montréal, dans l'Édifice Jacques-Parizeau.

Investissements

Types d'investissement

Le portefeuille de la Caisse est divisé en quatre grandes catégories d'actifs[15]:

- **Revenu fixe**
  - Obligations
  - Dettes immobilières
  - Valeurs à court terme
  - Obligations à long terme
- **Placements sensibles à l'inflation**
  - Immeubles
  - Infrastructures
  - Obligations à rendement réel
- **Actions**
  - Actions Qualité mondiale
  - Actions canadiennes
  - Actions des marchés en émergence
  - Actions américaines
  - Actions EAEO
  - Placements privés
- **Autres placements**

Diversification géographique

Exposition géographique du portefeuille global de la Caisse, en pourcentage, basé sur le pays de l'établissement principal de l'émetteur de la société ou de l'émetteur de titres, ou, pour l'immobilier, sur l'emplacement géographique des biens[15]:

Région	2018[16]	2017[17]	2016[18]	2015	2014
Canada	36 %	42,0 %	40,9 %	46,0 %	52,6 %
États-Unis	30 %	28,0 %	31,2 %	26,5 %	21,8 %
Europe	14 %	13,5 %	12,7 %	13,8 %	14,1 %
Marchés en croissance	14 %	10,7 %	9,5 %	7,7 %	6,7 %
Autres régions	6 %	5,8 %	5,7 %	6,0 %	4,8 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Principaux déposants

En 2020, la Caisse gérait les fonds de 42 déposants, essentiellement des caisses de retraite et des régimes d'assurance. Cependant, plus de 96 % des fonds provenait de 8 déposants [19] :

1. Fonds d'amortissement des régimes de retraite du Gouvernement du Québec
2. Retraite Québec
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)
4. Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec
5. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
6. Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)
7. Fonds des générations
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement

Scandales

La Caisse de dépôt et placement du Québec est récemment devenue le principal actionnaire d'une firme de sécurité privée, Allied Universal et a également investi dans CAE Inc.. Ce choix a été critiqué[20] parce que les performances de Allied Universal sont faibles par rapport à ses concurrentes, mais surtout parce que ses activités, de même que celles de CAE Inc. ont été souvent l'objet de scandales sur leurs pratiques[21]. La firme a également acquis G4S, une compagnie impliquée dans de nombreux scandales qui a mené plusieurs régimes publics de retraite à vendre leurs actifs[22,23]. G4S détient notamment des parts dans Policity Corporation, un centre d'entraînement des forces armées israéliennes accusé d'encourager des pratiques violentes de répression envers les Palestiniens[24]. Sa cote globale ESG était de C- en 2019.

Liens externes

- Site officiel (http://www.cdpq.com/)
- Ivanhoé Cambridge (http://www.ivanhoecambridge.com/fr-ca)
- CDPQ Infra (http://www.cdpqinfra.com/)
- Otéra Capital (http://www.oteracapital.com/fr/)
- [vidéo] 50 ans en images (https://www.youtube.com/watch?v=H60vUgfA9_k) (pour souligner le 50e anniversaire de la CDPQ)

Notes et références

1. « https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/ra2020_rapport_annuel_fr.pdf » (https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/ra2020_rapport_annuel_fr.pdf)
2. (en) « Canadian Public Pension Fund Rankings » (http://www.swfinstitute.org/canadian-public-pension-fund-rankings/), sur *Sovereign Wealth Fund Institute* (consulté le 7 juillet 2015)
3. « La CDPQ affiche un rendement de 5,6 % sur six mois, et de 8,5 % sur cinq ans » (https://www.cdpq.com/fr/actualites/communiques/resultats-semestriels-2021), sur *Caisse de dépôt et placement du Québec | Institution financière* (consulté le 18 août 2021)
4. « Historique de la Caisse » (http://cdpq.com/fr/a-propos/historique) (consulté le 7 juillet 2015)
5. https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf=104996
6. (en) « ABCP: Anatomy of a panic », *The Globe and Mail*, 17 novembre 2007 (lire en ligne (https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/abcp-anatomy-of-a-panic/article4296101/?page=all), consulté le 21 septembre 2020).
7. « Des papiers commerciaux payants ! » (https://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/401897/des-papiers-commerciaux-payants), sur *Le Devoir* (consulté le 21 septembre 2020).
8. « Pierre Fortin : Cinq ans après, le point sur l'annus horribilis de la Caisse de dépôt - L'actualité » (http://www.lactualite.com/blogues/le-blogue-economie/cinq-ans-apres-le-point-sur-lannus-horribilis-de-la-caisse-de-depot/) (consulté le 7 juillet 2015)
9. [PDF] Texte de la loi 38 (http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2015C17F.PDF)
10. « La Caisse annonce un projet de SLR d'envergure pour Montréal » (http://ici.radio-canada.ca/regions/montreal/2016/04/22/001-caisse-depot-systeme-leger-rails-montreal.shtml), sur *canada.ca*, *Radio-Canada*, 22 avril 2016 (consulté le 21 septembre 2020).
11. « CDPQ Infra - Réseau électrique métropolitain » (https://www.youtube.com/watch?v=zKtMltNRgcg) [vidéo], sur *YouTube* (consulté le 21 septembre 2020).
12. « http://cdpq.com/sites/all/files/medias/fr/lacaisse/gouvernance/documents/profil_expertise_et_experience.pdf » (http://cdpq.com/sites/all/files/medias/fr/lacaisse/gouvernance/documents/profil_expertise_et_experience.pdf), sur *cdpq.com* (consulté le 7 juillet 2015)
13. « Organisation de la Caisse » (http://cdpq.com/fr/a-propos/organisation) (consulté le 7 juillet 2015)
14. « Le siège de la Caisse de dépôt rebaptisé Édifice Jacques-Parizeau » (https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/gouvernement/le-siege-de-la-caisse-de-depot-rebaptise-edifice-jacques-parizeau/579270), sur *LesAffaires.com*, 2 juin 2015 (consulté le 3 juin 2015)
15. « Portefeuille - Tableau 11 » (http://cdpq.com/sites/all/files/medias/fr/nouvelles-medias/documents/ra2015_rapport_annuel_fr.pdf) (consulté le 1er mai 2016)
16. « Rapport annuel 2018 » (https://www.cdpq.com/fr/performance/rapports-annuels/2018), sur *Caisse de dépôt et placement du Québec | Investisseur institutionnel de long terme | Gestionnaire d'actif*, 3 avril 2019 (consulté le 26 septembre 2019)
17. « Rapport annuel 2017 » (https://www.cdpq.com/fr/performance/rapports-annuels/2017), sur *Caisse de dépôt et placement du Québec | Investisseur institutionnel de long terme | Gestionnaire d'actif*, 21 mars 2018 (consulté le 26 septembre 2019)
18. Caisse de dépôt et placement du Québec, *Rapport annuel 2016*, 181 p. (ISSN 1705-6446 (https://www.worldcat.org/issn/1705-6446&lang=fr), e-ISSN 1705-6454 (https://www.worldcat.org/issn/1705-6454&lang=fr), lire en ligne (https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/ra2016_rapport_annuel_fr.pdf)), Tableau 9, page 31
19. « Rapport annuel 2020 » (https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/ra2020_rapport_annuel_fr.pdf)
20. « La Caisse et les dangers de la sécurité privée » (https://www.lapresse.ca/affaires/2020-06-22/la-caisse-et-les-dangers-de-la-securite-privee), sur *La Presse*, 22 juin 2020 (consulté le 24 septembre 2021)
21. « Climate Action Pursuit: Sustainability Investing, the Obstacles, and the Opportunities | Chief Investment Officer » (https://www.ai-cio.com/news/climate-action-pursuit-sustainability-investing-obstacles-opportunities/), sur *www.ai-cio.com* (consulté le 24 septembre 2021)
22. (en) David Ollivier de Leth, « G4S company scan », *SOMO*, juillet 2020
23. (en) « Controversies surrounding G4S », dans *Wikipedia*, 18 août 2021 (lire en ligne (https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Controversies_surrounding_G4S&oldid=1039404652))
24. (en) « Global Security Company G4S deepens ties with Israeli apartheid. Boycott G4S! » (https://bdsmovement.net/news/global-security-company-g4s-deepens-ties-israeli-apartheid-boycott-g4s), sur *BDS Movement*, 27 juillet 2017 (consulté le 24 septembre 2021)

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Caisse_de_dépôt_et_placement_du_Québec&oldid=191783700 ».